

Pape François : « La réforme financière doit être éthique »

Article rédigé par *Sa Sainteté François*, le 16 mai 2013

[Document] — S’adressant aux quatre nouveaux ambassadeurs près le Saint-Siège, jeudi 16 mai, le pape a évoqué la crise financière, dans l’une de ses premières interventions importantes consacrées à la doctrine sociale de l’Eglise. L’origine première de la crise est d’abord anthropologique : « On s’est créé des idoles nouvelles. L’adoration de l’antique veau d’or a trouvé un visage nouveau et impitoyable dans le fétichisme de l’argent, et dans la dictature de l’économie sans visage, ni but vraiment humain. »

Messieurs les ambassadeurs,

Je suis heureux de vous accueillir à l’occasion de la présentation des Lettres vous accréditant comme ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires de vos pays respectifs près le Saint-Siège : le Kirghizstan, Antigua et Barbuda, le Grand-Duché de Luxembourg et le Botswana. Les paroles aimables que vous m’avez adressées, et dont je vous remercie vivement, témoignent que les chefs d’État de vos pays ont le souci de développer des relations d’estime et de collaboration avec le Saint-Siège. Je vous saurais gré de bien vouloir leur transmettre mes sentiments de gratitude et de respect, et l’assurance de mes prières pour leur personne et pour leurs compatriotes.

La crise financière est d’abord une crise anthropologique

Messieurs les ambassadeurs, notre humanité vit en ce moment comme un tournant de son histoire, eu égard aux progrès enregistrés en divers domaines. Il faut faire l’éloge des acquis positifs qui contribuent au bien-être authentique de l’humanité dans les domaines de la santé, de l’éducation et de la communication par exemple. Toutefois, il y a lieu de reconnaître aussi que la plupart des hommes et des femmes de notre temps continuent de vivre dans une précarité quotidienne aux conséquences funestes. Certaines pathologies augmentent, avec leurs conséquences psychiques ; la peur et la désespérance saisissent les cœurs de nombreuses personnes même dans les pays dits riches ; la joie de vivre s’amenuise ; l’indécence et la violence prennent de l’ampleur ; et la pauvreté devient plus criante. Il faut lutter pour vivre, et pour vivre souvent indignement.

L’une des causes de cette situation, à mon avis, se trouve dans le rapport que nous entretenons avec l’argent, et dans notre acceptation de son empire sur nos êtres et nos sociétés. Ainsi la crise financière que nous traversons, nous fait oublier son origine première située dans une profonde crise anthropologique. Dans la négation du primat de l’homme ! On s’est créé des idoles nouvelles. L’adoration de l’antique veau d’or (cf. Ex 32, 15-34) a trouvé un visage nouveau et impitoyable dans le fétichisme de l’argent, et dans la dictature de l’économie sans visage, ni but vraiment humain.

L’homme, un bien de consommation lui-même

La crise mondiale qui touche les finances et l’économie semble mettre en lumière leurs difformités, et surtout la grave déficience de leur orientation anthropologique qui réduit l’homme à une seule de ses nécessités : la

consommation. Et pire encore, l'être humain est considéré aujourd'hui comme étant lui-même un bien de consommation qu'on peut utiliser, puis jeter. Cette dérive se situe au niveau individuel et sociétal. Et elle est promue !

Dans un tel contexte, la solidarité, qui est le trésor du pauvre, est souvent considérée comme contre-productive, contraire à la rationalité financière et économique. Alors que le revenu d'une minorité s'accroît de manière exponentielle, celui de la majorité s'affaiblit.

Ce déséquilibre provient d'idéologies promotrices de l'autonomie absolue des marchés et de la spéculation financière, niant ainsi le droit de contrôle aux États chargés pourtant de pourvoir au bien commun. S'installe une nouvelle tyrannie invisible, parfois virtuelle, qui impose unilatéralement, et sans recours possible, ses lois et ses règles. En outre, l'endettement et le crédit éloignent les pays de leur économie réelle, et les citoyens de leur pouvoir d'achat réel. À cela s'ajoute, si besoin en est, une corruption tentaculaire et une évasion fiscale égoïste qui ont pris des dimensions mondiales. La volonté de puissance et de possession est devenue sans limite.

L'éthique dérange

Derrière cette attitude se cache le refus de l'éthique, le refus de Dieu. Tout comme la solidarité, l'éthique dérange ! Elle est considérée comme contreproductive ; comme trop humaine, car elle relativise l'argent et le pouvoir ; comme une menace, car elle refuse la manipulation et l'assujettissement de la personne. Car l'éthique conduit vers Dieu qui, lui, se situe en-dehors des catégories du marché. Dieu est considéré par ces financiers, économistes et politiques, comme étant incontrôlable, dangereux même puisqu'il appelle l'homme à sa réalisation plénière et à l'indépendance des esclavages de tout genre.

L'éthique — une éthique non idéologique naturellement — permet, à mon avis, de créer un équilibre et un ordre social plus humains. En ce sens, j'encourage les maîtres financiers et les gouvernants de vos pays à considérer les paroles de saint Jean Chrysostome : « Ne pas faire participer les pauvres à ses propres biens, c'est les voler et leur enlever la vie. Ce ne sont pas nos biens que nous détenons, mais les leurs » (*Homélie sur Lazare*, 1, 6 : PG 48, 992D).

Pour une réforme éthique

Chers ambassadeurs, il serait souhaitable de réaliser une réforme financière qui soit éthique et qui entraînerait à son tour une réforme économique salutaire pour tous. Celle-ci demanderait toutefois un changement courageux d'attitude des dirigeants politiques. Je les exhorte à faire face à ce défi, avec détermination et clairvoyance, en tenant certes compte de la particularité de leurs contextes.

L'argent doit servir et non pas gouverner ! Le pape aime tout le monde : les riches comme les pauvres. Mais le pape a le devoir au nom du Christ de rappeler au riche qu'il doit aider le pauvre, le respecter, le promouvoir. Le pape appelle à la solidarité désintéressée, et à un retour de l'éthique pour l'humain dans la réalité financière et économique.

La primauté du bien commun

L'Église, pour sa part, travaille toujours pour le développement intégral de toute personne. En ce sens, elle rappelle que le bien commun ne devrait pas être un simple ajout, un simple schéma conceptuel de qualité inférieure inséré dans les programmes politiques. Elle encourage les gouvernants à être vraiment au service du bien commun de leurs populations. Elle exhorte les dirigeants des entités financières à prendre en compte l'éthique et la solidarité.

Et pourquoi ne se tourneraient-ils pas vers Dieu pour s'inspirer de ses desseins ? Il se créera alors une nouvelle mentalité politique et économique qui contribuera à transformer l'absolue dichotomie entre les

sphères économique et sociale en une saine cohabitation.

* * *

Pour terminer, je salue chaleureusement, par votre entremise, les pasteurs et les fidèles des communautés catholiques présentes dans vos pays. Je les invite à continuer leur témoignage courageux et joyeux de la foi et de l'amour fraternel enseignés par le Christ. Qu'ils n'aient pas peur d'apporter leur contribution au développement de leurs pays, en ayant des initiatives et des attitudes inspirées par les Saintes Écritures !

Et au moment où vous inaugurez votre mission, je vous offre, Messieurs les ambassadeurs, mes vœux les meilleurs, vous garantissant le soutien des services de la Curie romaine pour l'accomplissement de votre fonction. À cette fin, j'invoque bien volontiers sur vous et sur vos familles, ainsi que sur vos collaborateurs l'abondance des Bénédictiones divines.

Du Vatican, 16 mai 2013,

François